

Le Consensus de Washington: entre le «galop» de la doctrine et le «trot» de la réalité

R. Boudjema

L'année 1989 ferme, par la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, la parenthèse historique qu'un système politico-économique a ouverte, par la révolution bolchévique et la Nouvelle Politique Economique, il y a près de trois-quarts de siècle.

Le soviétisme dans ses variantes nationales s'effondre en Europe de l'Est, sous le regard impuissant voire complice des Etats¹, face aux mouvements bruyants des peuples avides moins de consommations que *de droit et de liberté d'être* entendus au sens occidental.

C'est bien la fin d'un ordre, le terme d'une histoire, celle d'un régime condamné d'avance par son mode de fonctionnement même et qui, enfin, a accepté de mourir comme pour ne pas s'exposer, contrairement au libéralisme, à toutes les formes de survie possibles y compris la plus inhumaine.

Dans les pays du Sud, la situation économique et sociale n'est pas non plus réjouissante. Depuis 1955, date de la conférence des non-alignés, jusqu'à la fin des années 80, les pays en développement (PED) ne se sont alignés globalement sur aucun développement réel de nature à modifier substantiellement en leur faveur, la logique de l'ordre économique international imposée par les pays développés.

C'est pourtant cette promesse d'émergence des PED sur la scène internationale et de leur participation à la décision internationale que contient le vocable de *Tiers monde* élaboré en

¹ Les révolutions de 1989 ont été de curieuses révolutions unilatérales. Le peuple s'est soulevé contre l'Etat mais l'Etat a refusé de riposter...se sachant depuis longtemps condamné in P. Rutland ; les Révolutions de 1989 reconsidérées in Revue Problèmes Economiques de la Documentation Française ; 3-10 novembre 1999 ; P. 8.

1952 par A. Sauvy, par analogie au Tiers Etat de la France, à la veille de la révolution.

Cela signifie au moins que les recettes structuralistes d'inspiration keynésienne n'y ont pas donné les résultats escomptés. Ni l'Etat-nation qui a guidé en agent quasi-exclusif la transformation structurelle trentenaire, ni les politiques qui visaient à substituer aux importations, des productions locales n'ont permis aux PED de rattraper quelque peu les nations industrialisées. Bien au contraire, entre celles-ci et ceux-là, le fossé s'est creusé. Et les programmes d'ajustement structurel des institutions financières internationales des années 80 n'ont pas modifié cette donne internationale. Dans des biens des cas, ils l'ont même aggravé.

Que faire alors face aux problèmes de la dette et de la pauvreté ? Cette question assez ancienne réapparaît en 1989, dans la littérature consacrée au développement. On y consent, par suite de la chute du communisme, une réponse libérale qui sacralise les lois du marché et organise une chasse aux catégories étatiques soupçonnées d'être dans les PED et de l'Europe de l'est, la source de bien des maux économiques et sociaux. Il s'agit d'y construire un *minimum libéral* salvateur annonciateur dans ces pays longtemps soumis à la volonté subjective des Etats, de la mise en œuvre d'une logique de déconstruction économique et sociale et donc politique.

Cette ordonnance prend le contre-pied de la Conférence de Bandung, du structuralisme, du keynésianisme, de l'étatisme et de manière générale, du tiers-mondisme. Elle est désignée par J. Williamson par le *Consensus de Washington* et promet sans trop de précautions, un alignement des PED aux impératifs du marché capitaliste mondial. Examinons-en les aspects fondamentaux.

1. En quoi consiste le Consensus de Washington ?

L'expression «*Consensus de Washington*» naquit en 1989, sous la plume de John Williamson, en tant que « document de référence » d'une conférence organisée par l'Institut d'Economie

Internationale qui regroupa les spécialistes de dix pays d'Amérique latine².

Il s'agit d'un schéma de développement fondé sur *dix réformes* voire *dix commandements* jugés nécessaires par leur (s) artisan(s), en égard aux difficultés structurelles rencontrées par les pays d'Amérique latine, à la fin des années 80 : faible croissance, pauvreté, hyperinflation, endettement. Ces réformes sont³ :

- la discipline budgétaire apte à éliminer les déficits budgétaires qui sont source de la crise de la balance des paiements et de l'hyperinflation ;

- la réorientation de la dépense publique en faveur de la croissance et de la lutte contre la pauvreté ;

- la réforme fiscale en tant qu'élargissement de l'assiette fiscale et d'établissement des taux d'imposition relativement modérés ;

- la libéralisation des taux d'intérêt ;

- le taux de change compétitif ;

- la libéralisation du commerce ;

- la libéralisation des investissements directs étrangers ;

- la privatisation ;

- la déréglementation ;

² J. Williamson ; Un train de réformes devenu un label galvaudé. Consensus de Washington : un bref historique et quelques suggestions in Finances et Développement ; Publication trimestrielle du FMI ; Septembre 2003. P. 10.

³ Idem

- l'instauration des droits de propriété en faveur du secteur informel, à un coût acceptable.

Nul doute que ces mesures dépassent les termes d'une *problématique réformatrice*. Elles s'inscrivent aux antipodes de la pratique étatiste de développement. Considérées dans leur ensemble, elles forment la thérapeutique irrécusable d'un *libéralisme sans Etat* qui se range aisément dans la ligne anti-keynésienne tracée par des économistes de renom, avant J. Williamson.

Formulées à titre prioritaire à l'adresse des pays d'Amérique latine, elles équivalent moins à une *démarche gradualiste* qu'à une *thérapie de choc*, voire un *remue-ménage intérieur* qui oppose à une *étatisation* excessive constatée, une *marchéisation excessive anticipée*.

Le *développement par le marché* est conçu dans les deux cas comme une correction des défaillances du *développement par l'Etat*. Cette approche du développement par antithèse, lorsqu'elle est possible, n'est pas souhaitable. Elle fait courir souvent le risque aux Etats qui y sont soumis de redresser la barre en la tordant dans l'autre sens.

Il est aisé évidemment d'associer à chacune des mesures du Consensus les dangers qu'elle appelle.

Par exemple, la discipline fiscale prometteuse de l'élimination des déficits budgétaires, sources des crises de balance de paiements et d'hyperinflation peut être obtenue, aussi bien par l'accroissement des recettes budgétaires que par la contraction des dépenses de même nature. Mais dans les deux cas, les taux d'imposition élevés susceptibles d'être introduits en l'absence de possibilité réelle d'élargissement de l'assiette fiscale, mais aussi, l'austérité budgétaire pénalisent les revenus, le pouvoir d'achat et les besoins collectifs de nombreux groupes de population.

La privatisation, outre ses effets liés aux pertes d'emplois et à l'accroissement des prix des services de base qui aggravent la pauvreté de nombreuses couches de population, peut être conduite aussi de manière corrompue en direction d'un groupe privilégié.

L'ouverture commerciale et aux IDE risque de tuer dans l'œuf de l'histoire les dynamiques des actes domestiques de produire et d'investir.

La déréglementation ouvre dangereusement la voie au façonnage du champ économique national par les firmes multinationales.

On peut mettre en relief à l'envi, les risques des réformes du Consensus de Washington. Mais tous semblent confirmer que le *développement par le marché* a un coût économique et social qu'il serait insensé de sous-estimer.

J. Williamson n'élude pas ce type de dangers et s'arme d'une série de précautions. Dans des travaux postérieurs à 1989, il regrette d'avoir omis un certain nombre de réformes de nature à donner plus de chance à la pratique du Consensus. Il en est ainsi de « l'utilisation de la politique macroéconomique pour stabiliser la conjoncture et la correction des inégalités de revenu ».⁴

De plus, l'auteur reconsidère sérieusement certaines des mesures du Consensus, comme s'il y voyait de graves menaces.

Par exemple, en matière de taux de change compétitifs, il note modestement : « je crains d'avoir pris mes désirs pour des réalités en affirmant l'existence d'un Consensus en faveur de l'application de taux de change compétitifs, c'est-à-dire de régimes de change intermédiaires. En réalité, Washington commençait déjà à privilégier la doctrine selon laquelle un taux de change doit être soit fixe, soit flotter sans soutien ».⁵

Cette citation est claire, bien que le terme « Washington » utilisé dans le texte reste imprécis. Dans d'autres travaux, l'auteur en donne l'identification suivante : « le Washington politique du Congrès, les hauts fonctionnaires de l'administration et le

⁴ J. Williamson ; Un train de réformes devenu un label galvaudé ; Op cit ; P. 11

⁵ Idem

Washington technocratique des institutions financières internationales, des agences économiques du gouvernement, de la Federal Reserve Board et les groupes de réflexion ».⁶

En ce qui concerne la libéralisation des taux d'intérêt, J. Williamson regrette de n'avoir pas opté « pour la formule plus générale de libéralisation financière » et reconnu « que le processus devrait s'accompagner d'un contrôle prudentiel »⁷.

Les huit autres mesures doivent rester, de l'avis même de l'auteur, sans changement notable. Elles seraient à la fois logiques, urgentes et tenues comme un *minimum libéral non négociable*, malgré le fort degré de maturité de l'esprit marchand qu'elles comportent. Celui-ci exigeant à son tour du temps et une compétence des institutions qui sont, l'un et l'autre, injustement occultés.

Dans le prolongement des débats autour du Consensus, J. Williamson et son camarade de Princeton University Pedro Pablo Kuczynski, ancien Ministre des Finances du Pérou publient un livre en 2002, intitulé *After the Washington Consensus: Restarting Growth and reform in Latina America* signifiant « *Après le Consensus de Washington: redémarrage de la croissance et réformes en Amérique latine* ».

Dans cette œuvre, nos deux auteurs s'interrogent sur ce que devait être le programme de politique économique de l'Amérique latine en 2003, compte tenu des désillusions des années antérieures.⁸ Par ailleurs, lors de la conférence tenue à Milan en mars 2003, durant l'Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement, J. Williamson considère mieux

⁶ J. Williamson, What Washington means by policy reform 1990 in J. Williamson, Latin America adjustment, how much has happened in E. Berr et F. Combarnous, L'impact du Consensus de Washington sur les PED: une évaluation empirique, Communication présentée aux premières journées du développement du GRES, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 16 et 17 septembre 2004.

⁷ Idem.

⁸ Idem P. 12.

les propositions inscrites dans ce livre collectif. Il y voit plus un programme à moyen terme qu'une formule ponctuelle visant à résoudre la crise du jour.

Ce programme insiste sur la nécessité pour les pays d'Amérique latine d'opérer les réformes de libéralisation, telles que définies dans la version originale du Consensus. Mais, il y greffe deux conditions complémentaires qui paraissent jouer le rôle de béquille à un Consensus boiteux. Il s'agit:

- de mettre en œuvre en premier lieu, une politique macroéconomique active apte à réduire la vulnérabilité des pays cibles et en leur sein, des inégalités de revenu, tant par des impôts progressifs appliqués aux riches que par un accès des pauvres à des actifs financiers et réels.

- et d'accorder en second lieu, une importance majeure au rôle des institutions dans le bon fonctionnement de l'économie.

Par ces précautions utiles, J. Williamson minore quelque peu la teneur de ce qui peut être interprété comme le *fondamentalisme économique* qui, appliqué à un processus de développement qui n'est pas seulement économique, fait dépendre le destin et la survie de nombreux groupes de population, des forces du marché.

2. Qu'a apporté le Consensus de Washington aux pays en développement ?

Les adversaires du Consensus guettent dans les PED en général et latino-américains en particulier, la moindre donnée défavorable pour en décrier les méfaits. Quant à ses chantres, ils y surveillent le moindre indicateur favorable pour en vanter les mérites.

Cependant, ni les « pro », ni les anti-consensus ne sont convaincants quant à la méthode qu'ils adoptent pour en montrer les forces et faiblesses. Pour l'essentiel, les premiers construisent à partir des chiffres souvent sélectionnés *l'actif* du Consensus et les seconds de manière analogue et symétrique son *passif*. Ceci

prouve au moins qu'il n'y a pas de *Consensus* autour du Consensus de Washington. Et un «juste milieu» dans ce type de débat paraît difficile à trouver. Il faut peut-être le rechercher dans la balance d'usage du Consensus, c'est-à-dire, dans ce qu'il a pu donner de positif et de négatif dans les rares pays qui en ont observé scrupuleusement les mesures.

Cela étant, il existe aujourd'hui de nombreux travaux qui soulignent le caractère probant des résultats économiques et sociaux enregistrés dans les années 90 et au-delà, par les pays d'Amérique latine. En voici les plus importants :⁹

- Le *taux d'inflation* qui atteignait en 1990, 500% en moyenne dans la région d'Amérique latine (et 1000%, si l'on considère seulement l'Argentine, le Brésil et le Pérou) est tombé en 2005, en dessous de 10%, en raison de profondes réformes structurelles qui s'y sont opérées, portant notamment sur les banques centrales

- Le *taux de croissance du PIB* s'élevait à 4,8% en 2004-2005 et la *production par tête* s'est nettement améliorée : 1,7% par an, durant la décennie 90 contre 0,6% en moyenne, dans les années 80.

- Entre 1980 et 2000, les indicateurs sociaux de l'Amérique latine ont varié à des rythmes appréciables : le *taux d'analphabétisme* passe de 15,6% en 1980 à 7,9% en 2000 ; le *taux de scolarisation primaire* de 85,2 à 95,4%, l'*espérance de vie à la naissance* de 66,1% à 72,1% et la *mortalité infantile* de 50,1% à 22,6%.

- On estime enfin, selon un indice Goldstein, Kaminsky et Reinhart conçu en 2000, que dans les sept principaux pays de la région, le nombre de crises bancaires et de balances de paiements

⁹ Voir pour ces résultats en particulier, A. Fraga, *A la croisée des chemins : l'Amérique latine doit choisir entre le populisme et l'approfondissement des réformes* et A. Carstens et L.I.Jacome H ; *Le domptage du monstre in Finances et Développement*, Publication trimestrielle du FMI. N°4 ; Décembre 2005 ; PP 14-17 et P.P 26-29.

a diminué entre la décennie 80 et la décennie 90 : il est passé de vingt-six à neuf. Aussi, il y a vingt cinq ans, « les dictatures militaires étaient deux fois plus nombreuses que les gouvernements civils élus ». ¹⁰

Comparés à ceux de la « décennie perdue » (années 80), ces résultats peuvent paraître importants. Mais peut-on conclure pour autant que le Consensus de Washington en est le facteur déterminant ?

Même un pro-consensus, l'ancien Président de la Banque centrale du Brésil, peine à donner à cette question une réponse positive. La raison, souligne-t-il, en est que « la plupart des pays d'Amérique latine n'ont pas appliqué les principaux aspects du Consensus et n'ont donc pas réussi à renforcer de façon crédible la stabilité macro-économique ». ¹¹

Le Chili semble néanmoins faire exception à cette règle générale. La qualité et la rapidité de ses réformes structurelles en font le « premier de la classe » des élèves du Consensus. Son système de ciblage de l'inflation qui a démarré en 2000, la prudence de sa politique budgétaire, le flottement du taux de change de sa monnaie, sa libéralisation commerciale, sa bonne gouvernance ont permis ensemble d'imprimer à son système économique une vigueur et une stabilité traduites, l'une et l'autre par un *fort taux de croissance économique, un faible taux d'inflation* et une diminution notable de la *pauvreté*. Le premier indicateur est estimé à 6,5% en moyenne entre 1982 et 1997 ; le second à moins de 3% en moyenne entre 2000 et 2004 et le troisième à 19% en 2003 contre 39% en 1990. ¹²

Ces résultats sont à la fois impressionnants et rares dans les pays émergents. Par quoi s'expliquent-ils ? Il serait utile de cerner dans le cadre d'une réflexion approfondie les conditions

¹⁰ A.Singh et Ch.Collins ; Résurgence de l'Amérique latine in Publication trimestrielle du Fonds, Finances et développement N°4 ; Décembre 2005. P. 9

¹¹ A.Fraga, op cit. P15.

¹² A.Singh et Ch.Collins ; Op cit. P. 11

multiformes qui ont rendu dans ce pays la réforme non seulement possible mais aussi efficace.

Ces conditions sont-elles spécifiques au Chili ? Sont-elles largement observées dans les autres pays d'Amérique latine ? Le Chili a-t-il réellement appliqué les mesures du Consensus ?

Une réponse positive à la première question ou négative aux deux dernières serait lourde d'implications. Elle signifierait que les pays auxquels s'adressent en priorité les mesures du Consensus n'ont pas de *dénominateur commun opérationnel* sur lequel il est possible de fonder un *catalogue de réformes*. Le Consensus de Washington serait alors sévèrement disqualifié pour la faiblesse de sa *portée historique*. Et les pro-consensus auraient alors tort de lier les modestes et fragiles données macroéconomiques des pays d'Amérique latine à l'inapplication des mesures qui leur sont préconisées. On y reviendra un peu plus ultérieurement.

Une étude à la fois sérieuse et récente portant sur l'impact du Consensus sur les PED mérite d'être soulignée.¹³ Ses auteurs font d'abord deux constats. Ils considèrent :

- en premier lieu, que par l'expression de Consensus de Washington, J. Williamson n'a fait que résumer les préceptes libéraux contenus «dans les plans d'ajustement structurel des années 80 et des programmes de lutte contre la pauvreté des années 90, menés conjointement par le FMI et la Banque mondiale»;

- en second lieu, que même s'il importe de pouvoir évaluer l'impact des réformes du Consensus de Washington, il est difficile d'obtenir une «mesure empirique» de leur application dans leur ensemble.

¹³ E. Berr et F. Combarnous, L'impact du Consensus de Washington sur les PED: une évaluation empirique, Op cit.

C'est pourtant ce que E. Berr et F. Combarnous tentent de faire, avec beaucoup de réserves et de précautions signalées, en utilisant les *techniques de l'analyse des données*.

L'étude en cause concerne l'année 2000, porte sur 98 PED d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe de l'est et interprète dix variables correspondant aux dix mesures du Consensus. L'outil d'analyse adopté est *l'indicateur quantitatif de suivi du Consensus* construit par l'analyse en composantes principales sur la base de la combinaison linéaire de dix variables constitutives du Consensus.

Les conclusions auxquelles l'étude est parvenue peuvent être résumées comme suit :

- d'abord, le rythme d'application des mesures du Consensus de Washington diffère d'une période à l'autre : *lent* entre 1980 et 1985, *fort* entre 1985 et 1990 et 1990 et 1995 et *faible* entre 1995 et 2000 ;

- ensuite, l'application du Consensus diffère d'un pays à l'autre : les efforts de certains *pays d'Amérique latine* ont été sévèrement freinés par les crises qui les ont secoués durant la seconde moitié des années 90; les *nouveaux pays industriels d'Asie de l'est* ont mis en œuvre des politiques d'ouverture relativement protégées par leurs Etats. Les *pays d'Afrique subsaharienne* n'ont appliqué que de manière incomplète les réformes, malgré un rythme plus remarquable à partir de 1995. Au contraire, *des pays comme Hongkong et Singapour, les pays d'Europe de l'est et d'Asie centrale* se distinguent par une application à la fois massive et scrupuleuse des recettes du Consensus;

- enfin, les pays qui ont appliqué scrupuleusement le Consensus de Washington *n'ont pas obtenu globalement de meilleurs résultats économiques*. A titre d'exemple, certains pays de l'Europe de l'est et d'Asie centrale (Moldavie, Géorgie,

Kirghizistan et Arménie) ont connu depuis 1991, une **division** par deux de leur PIB et une explosion de leur dette.¹⁴

Quant au Chili souvent considéré comme le «bon élève» de la réforme, l'étude montre qu'il a, au contraire, adopté des mesures qui sont *éloignées* des prescriptions du Consensus: accroissement des dépenses d'éducation, politique fiscale progressive, subventions à l'exportation, réglementation des entrées des capitaux à court terme.

J. Williamson pourrait contester la tentative abusive de E. Berr et F. Combarnous de généraliser un Consensus qui s'adresse seulement aux pays d'Amérique latine. Mais cette critique ne serait pas pertinente pour la raison simple que même dans ces pays, les résultats du Consensus ne sont ni bons, ni indifférenciés.

3. Les causes de l'échec du Consensus de Washington

Par quoi s'explique dans les PED le mauvais *trajet de la réforme libérale* ? Il ne serait pas exagéré d'imputer la *mauvaise arrivée* du Consensus à son *faux départ*. En effet, le Consensus est fondé sur une hypothèse implicite erronée qui stipule que la mondialisation dans sa *promesse d'uniformisation* de l'espace planétaire rendait superflu le sous-développement dans l'approche extériorisée de ses causes.

Delà découle le caractère anachronique de la problématique de l'économie du développement. Le Consensus de Washington y substitue une *problématique de la croissance économique* qui érige en moteur de la transformation structurelle des économies en développement, le marché mondial.

Ce que les auteurs structuralistes appréhendaient donc comme *causes du sous-développement* est converti par le Consensus en *recettes de développement stylisées*. Au nom de la

¹⁴ B. Milanovic, *The two faces of globalization : Against globalization as we know it*, World development Vol. 31; N°4 ; in E. Berr et F. Combarnous, *L'impact...*; Op cit;

faillite de l'alternative systémique au libéralisme, traduite par l'effondrement des socialismes en URSS et en Europe de l'est, les recettes libérales semblent baliser à elles seules *l'unique voie de développement* qui reste dans le monde et que tous les pays sont contraints d'emprunter. Les objectifs économiques et sociaux que l'Etat n'a pu atteindre, malgré (ou à cause, diraient les pro-consensus) sa (de) morale politique sont confiés au marché, malgré (ou à cause, diraient les pro-consensus) le (du) caractère sélectif de ses lois.

Le Consensus de Washington rappelle par ses principes, la vieille conception libérale intériorisée des causes du sous-développement qu'il serait injuste de rejeter en bloc, si l'on supposait qu'il existe aujourd'hui une *économie-monde* dont les règles de fonctionnement sont profondément différentes des lois de l'économie internationale.

Mais le passage de la problématique du développement à la problématique de la croissance, préconisé par le Consensus aux PED n'est pas une tâche aisée. Elle y engendre un *remue-ménage* dont le degré de complexité variable selon le pays, pourrait dépasser les capacités des institutions qui en ont la charge. Celles-ci entraînées longtemps dans la logique étatiste ne pourront pas se mouvoir en un temps très court en *organes de régulation* requis par ce type de réforme.

La vision *économiste* du développement contenue dans le Consensus de Washington paraît plus conforme aux réalités économiques et sociales des pays industrialisés d'aujourd'hui, bien que dans la pratique, ces mêmes pays et à leur tête, les Etats-Unis en rejettent la pureté des aspects. J. Stiglitz en donne, dans un style incisif, une double preuve :

- d'une part, «les pays du monde en développement, dit-il, ne cessent de demander pourquoi les Etats-Unis, lorsqu'ils sont confrontés à une crise économique se prononcent pour des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes, alors que

quand ils se trouvent eux dans la même situation, on exige qu'ils fassent exactement le contraire»;¹⁵

- d'autre part, «la plupart des pays industrialisés avancés dont les Etats-Unis et le Japon ont édifié leur économies en protégeant judicieusement certaines de ses branches, jusqu'au moment où elles ont été assez fortes pour soutenir la concurrence étrangère».¹⁶

Il est effectivement curieux de voir qu'aux problèmes de même nature sont opposées dans des espaces différents des solutions contradictoires: l'expansionnisme budgétaire et monétaire ainsi que le protectionnisme au Nord et la rigueur budgétaire et monétaire ainsi que l'ouverture commerciale et aux IDE, au Sud.

On ne peut, devant ces aberrations, se priver du droit de penser qu'entre «*fais ce que je te dis*» et «*mais ne fais pas ce que je fais*», il existe une étroite relation. Celle-ci témoigne au moins du fait qu'on ne peut résoudre le même problème en mettant en œuvre à la fois un moyen et son contraire.

A croire que les nations industrialisées ont un développement inélastique et qu'elles ont besoin pour la pérennité de leur *puissance comparative* de conditions multiples endogènes et exogènes, parmi lesquelles figure aussi l'affaiblissement des stratégies de rattrapage des nations émergentes.

Les faits ci-dessus rapportés par J. Stiglitz sont patents. Ils crédibilisent l'idée selon laquelle la prise en charge par le marché des besoins individuels et collectifs (santé, éducation, environnement) de nombreuses couches de populations est une fiction dans les PED. Aussi, faut-il y soutenir, au minimum, le *renforcement du rôle de l'Etat* «surtout dans les domaines de la

¹⁵ J. Stiglitz ; La grande désillusion, Editions Fayard ; Paris 2002 ; P.308.

¹⁶ J. Stiglitz ; La grande désillusion ; Op cit P. 42.

réglementation, des prestations de services et des dépenses sociales »¹⁷.

4. Le Consensus de Washington, un Consensus assis sur des controverses

Le Consensus de Washington désignait d'abord un «schéma de politique économique» élaboré à l'intention des pays d'Amérique latine et visant à «combler le vide laissé par la répudiation du centralisme et des stratégies commerciales de substitution de la production nationale aux importations».¹⁸ Il est devenu ensuite, notamment sous la plume de ses détracteurs, une *feuille de route* pour l'ensemble du monde en développement.

Mais, c'est justement ce que dénonce en 2003, J. Williamson, lorsqu'il note: «en réinterprétant le Consensus de Washington comme la doctrine stricte des fondamentalistes du marché, les opposants aux réformes avaient plus de chances de discréditer celles-ci. Il est certain qu'ils ont aussi profité du fait que les réformes insistaient beaucoup sur la libéralisation, ce qui se défendait puisque les mesures préconisées concernaient initialement l'Amérique latine en 1989, mais devient grotesque dès qu'on les interprète comme une recette valable pour tous les pays et toutes les époques (ce qu'ont fait les critiques populistes) ».¹⁹

Cet argumentaire qu'oppose l'auteur du Consensus à ses adversaires est fragile. Et ses critiques qu'il qualifie de populistes n'ont pas tort de penser qu'il s'agit là moins d'une mécanique que d'une idéologie de développement qui s'adresse, à travers l'Amérique latine, à l'ensemble des pays en développement.

¹⁷ T. A. Manuel. L'Afrique et le Consensus de Washington : trouver la voie ; Finances et Développement N°3. Sept. 2003.

¹⁸ J. Clift ; Au-delà du Consensus de Washington ; Finances et Développement, Publication trimestrielle du FMI ; Septembre 2003 ; P. 9.

¹⁹ J. Williamson ; Un train de réformes devenu un label galvaudé ; Revue Finances et Développement ; N°3 ; Septembre 2003 ; P. 11.

En effet, le fait que J. Williamson ait ciblé une région donnée, pendant une année donnée, ne confère pas ipso facto à son ordonnance un *caractère historique* qui puisse sinon interdire du moins empêcher sa généralisation. Une simple analyse des recettes qu'il propose aux pays d'Amérique latine met en exergue la faiblesse du sens qu'il donne à une *thérapie à la fois datée et localisée*. Pour l'essentiel, les dix réformes du Consensus s'inscrivent dans une vision *normative* de la croissance qui ne fait référence à aucun test lié à leur praticabilité ou applicabilité de nature à en déterminer la teneur nécessaire par pays ou groupe de pays.

« Les réformes inspirées du Consensus ont pêché par excès de standardisation et défaut d'attention aux conditions spécifiques des pays concernés. Elles ont ignoré qu'il n'est pas de réforme sans institutions de qualité pour les soutenir. Enfin purement structurelles, elles ne se sont pas accompagnées d'une réflexion suffisante sur le rôle de la politique macroéconomique conjoncturelle ».²⁰

J. Williamson élude en d'autres termes l'exigence scientifique d'habiller de l'uniforme du particularisme ses réformes. Ce qui leur ôte le caractère historique. Par exemple, la discipline budgétaire, la réforme fiscale, la libéralisation financière, les taux de change compétitifs, la privatisation etc. ne peuvent avoir dans tous les pays, la même teneur.

Le Consensus de Washington repose sur deux convictions nourries à Washington par certains économistes aux termes desquelles :

- d'une part, l'étatisme ou le dirigisme inhibe la dynamique de développement Aussi, explique-t-il dans bien des

²⁰ Intervention de Mme Heidemarie Wieczorek-Zeul, Ministre Allemande de la Coopération Economique et du Développement, Séminaire organisé à Berlin les 22 et 23 Septembre 2004, intitulé : « Au-delà du Consensus de Washington, Quelles alternatives » in les Notes du Jeudi, N°12, Octobre 2004.

cas, les problèmes économiques et sociaux des pays en développement ;

- d'autre part, depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, il n'est plus possible pour un pays de postuler à une croissance durable, si celle-ci ne repose pas sur des principes macroéconomiques sains.

Aussi, le Consensus de Washington serait-il d'abord une médication anti-étatiste qui vise à substituer dans les pays en développement, à la main visible des pouvoirs publics jugée économiquement et socialement désastreuse, la «vertueuse» main invisible de l'économie de marché jugée par ses chantres, en arbitre à la fois neutre et objectif d'allocation des ressources.

Il faut sans doute avoir une vue d'esprit libérale pour croire percevoir partout la main invisible, quand bien même le réel économique mondial, dans ses manifestations nationales différenciées, ne la tend nulle part.

Mais aussi, il faut être sévèrement sourd aux voix discordantes pour qu'un *Consensus obtenu à Washington* entre quelques spécialistes soit érigé, sans vote, ni débat et par un *glissement sémantique inexplicable et inexplicable* en *Consensus de Washington*; le premier engageant la responsabilité scientifique et intellectuelle de ses auteurs; le second, la responsabilité politique des Etats-Unis d'Amérique. Tel que formulé, le Consensus de Washington peut ou doit être vu comme une proposition américaine de la croissance. La responsabilité de l'échec en revient alors à la première puissance économique du monde.

Mais, ni le «Consensus obtenu» à Washington, ni le «Consensus de Washington» ne sont des expressions pertinentes pour désigner une quelconque problématique de développement crédible.

- D'abord, l'affirmation de l'existence d'un Consensus à Washington entre quelques économistes, si éminents soient-ils, est scientifiquement lourde parce qu'aucun économiste sérieux, encore moins J. Williamson, ne peut coltiner la responsabilité scientifique

de l'application de l'ensemble des mesures contenues dans le schéma de croissance proposé aux pays d'Amérique latine. Il y a à cela une raison majeure: ces mesures ne sont dans leur degré de pureté exigé par le Consensus, constatées nulle part dans le monde y compris dans les pays à économie de marché. L'Etat intervient partout au point de rendre caduques certaines d'entre elles. Le Consensus est de ce point de vue, une vision normative de l'avenir des PED. Et parce qu'il ne tient pas compte des phénomènes historiques, il ne peut être en l'état, une approche scientifique de la transformation structurelle des PED.

- Ensuite, le Consensus de Washington, formule qui semble, telle quelle, engager la responsabilité des autorités américaines ne peut objectivement signifier grand-chose. En effet, la rhétorique internationale de ces autorités est le contraire de la pratique du développement des Etats-Unis. Le Prix Nobel Américain J. Stiglitz rapporte des faits saillants où la première économie de marché du monde joue du muscle, viole à sa guise les principes du libre-échange et remplit face à ses adversaires économiques et commerciaux, les rôles de procureur, de juge et de jury sans passer par l'OMC.²¹

Ecoutons le mettre en exergue les contradictions qui existent entre la politique économique intérieure des Etats-Unis et leurs recommandations internationales : « Nous avons lutté contre la privatisation du régime public de retraite chez nous, mais nous la conseillions vivement aux autres. Nous nous étions battus contre l'amendement sur l'équilibre budgétaire qui nous aurait empêché de mettre en œuvre une politique expansionniste en cas de récession, mais nous imposons des politiques d'austérité aux pays étrangers entrant en récession.... Aux Etats-Unis, nous avons vu les limites des marchés et soutenu que l'Etat avait un rôle important à jouer.....[Mais] c'était bien le fanatisme du marché que nous prêchions au reste du monde directement et à travers le FMI..... Quand nous avons besoin de justifier nos desiderata par un discours, nous tenions celui du libre marché ; mais quand le libre marché désavantageait les firmes américaines, nous parlions

²¹ J. E. Stiglitz ; Quand le capitalisme perd la tête, traduit de l'anglais par P. Chemla ; Editions Fayard 2003 ; P. 291

au choix de «commerce organisé» ou de «juste commerce» ... en vertu du raisonnement suivant: les autres n'étant pas sincèrement attachés au libre échange, il nous fallait organiser le commerce pour le libérer» ... «Le commerce nous paraissait bon mais les importations mauvaises... Nous jugions l'Amérique plus efficace et ses produits meilleurs que ceux des autres. Donc tout pays qui parvenait à la concurrencer victorieusement sur son propre territoire recourait forcément à de sombres pratiques – il faisait du dumping²² ».

J. Stiglitz livre aussi des exemples concrets de firmes et d'Etats soumis par l'Amérique aux menaces de représailles, chaque fois qu'ils tentent d'opposer à ses demandes, une quelconque résistance.

En réalité, les analystes du développement international n'ignorent pas cette face cachée des Etats-Unis, c'est-à-dire, le caractère peu loyal, voire même violent de leur mode de conduite politico-économique. Mais quand c'est un Prix Nobel de cette terre qui, dans un style tranchant, en soulève le couvercle, le bruit devient plus retentissant et l'esprit plus attentif. La *forme du développement* éblouissante de l'Amérique est ternie par la nature peu réjouissante de son *fond de développement*.

Sûrement au nom de sa puissance et certainement pour sa puissance, l'Amérique s'autorise tout, se permet tout. La force, les menaces, le chantage, le mensonge, l'hypocrisie sont des ingrédients qu'elle injecte dans les rapports internationaux, pour donner pas de vigueur aux facteurs tangibles de sa croissance. Aux principes «du laisser-faire, laisser-aller», des avantages comparatifs etc, la première économie de marché du monde substitue : «silence, on tourne...le dos aux lois économiques et aux manuels d'économie qui les transcrivent ».

On s'interroge alors sur ce qui reste à un Consensus ou, de manière plus significative, sur ce qui reste de «consensuel» à un Consensus qui a pour complément de nom, Washington, ce foyer négateur de ses principes-mêmes. On ne peut faire grief à ses

²² J.E. Stiglitz PP. 287-292

détricateurs de manifester, eu égard à la pratique américaine du développement, une vigilance face à ce *fondamentalisme du marché*.

J. Williamson s'en défend évidemment dans d'autres travaux et souvent presque de manière inutile. Aux reproches qui lui sont faits de propager les thèses de la Banque Mondiale, du FMI et du Trésor américain largement incriminés dans la débâcle économique et sociale des PED, il oppose son indépendance d'esprit au nom du *processus de convergence intellectuelle* qui serait à la base du « Consensus ».

Voilà encore un mot tout aussi étrange que le « Consensus » lui-même, tant il colporte l'idée d'une pensée universelle unitaire. J. Williamson pense et une fois de plus, à tort, que la fin des socialismes et de la guerre froide mettrait de fait, sinon tous les économistes, du moins les plus autorisés, dans une espèce d'obligation historique de penser libéral.

De manière paradoxale, l'auteur du « Consensus » tente de s'innocenter en reconsidérant certaines de ses réformes.

Cependant la sévérité souvent subjective des plumes et voix des « anti-consensus » ne semble laisser place à aucune de ses justifications.

Leur verdict est tranchant : le Consensus de Washington est, de l'avis du Prix Nobel Américain J.E. Stiglitz, un « Consensus des décideurs politiques de deux rues de Washington, la 15^e où se trouve le Trésor et la 19^e où se trouve le siège central du FMI, mais non le Consensus des gouvernants des pays en développement ». ²³ L'auteur ajoute en bas de page, on a aussi baptisé le Consensus de Washington, « réformes néolibérales ou du fanatisme du marché parce qu'elles reposaient sur l'idéologie conservatrice du libre marché de Ronald Reagan et Margaret Thatcher qui étaient au pouvoir à l'époque où elles ont été élaborées ». ²⁴

²³ J.E. Stiglitz ; Quand le capitalisme perd la tête, traduit de l'anglais par P.Chemla ; Editions Fayard, 2003 P.277.

²⁴ Idem

C'est curieux! Aussi bien dans ce texte que dans celui consacré au *Triomphe et Débatte du Consensus de Washington*²⁵ J.E.Stiglitz dirige ses attaques vers les institutions internationales et américaines. Il tait carrément le nom de J.Williamson. Alors des deux choses l'une : ou il veut l'épargner de ses critiques ou, hypothèse plus probable, il ne lui reconnaît aucun mérite dans l'exercice de propagande qu'il fait des anciennes mesures d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Quelle que soit l'option retenue, il enterre l'*hypothèse de convergence intellectuelle* qui expliquerait selon J.Williamson et la nature et la structure du Consensus de Washington

Contrairement à J. Stiglitz, P.R. Krugman, autre grand économiste américain qui s'impose depuis des années déjà sur la scène scientifique et semble bien placé dans la course au Nobel, souligne le lien de paternité entre J.Williamson et le Consensus de Washington. Mais dans ce Consensus, il voit pour l'essentiel, les thèses des institutions internationales basées à Washington. Ce qui explique sans doute son rejet de l'appellation «Consensus de Washington» en faveur de celle plus ouverte de *doctrine de Washington* qui a au moins le mérite de ne pas être sacrée ou d'être exposée à une critique scientifique²⁶.

Dans une conférence tenue à Mexico, en mars 1993, P. Krugman décrypte les vérités et les erreurs de cette doctrine. Les premières se résument dans sa «croyance aux vertus du libre-échange et aux ravages du protectionnisme»²⁷ ; les secondes sont sa «foi dans la monnaie saine, le refus d'admettre l'utilité d'une politique monétaire active et de quelques réajustements occasionnels. Il est notamment faux que, quelles que soient les

Voir J.E.Stiglitz, *Quand le capitalisme perd la tête*, Chapitre 9, La mondialisation : premières razzias, Paragraphe : Triomphes et débâcle du Consensus de Washington P.P. 287- 290.

P.R. Krugman, *La mondialisation n'est pas coupable ; vertus et limites du libre-échange* ; Casbah Editions 1999 ; P131.

P.R. Krugman; op cit; P. 146.

circonstances, la dévaluation soit une stratégie inutile ou inefficace ».²⁸

Par l'utilité qu'il reconnaît dans *certaines circonstances* à la dévaluation, P.R. Krugman élude le général en faveur du particulier. Il peut vraisemblablement exister une circonstance économique *exceptionnelle* dans laquelle la dévaluation peut être jugée nécessaire. Mais on ne peut soutenir au nom de cette seule circonstance à la fois rare et non reproductible, l'intérêt de la dévaluation. Cet argument est d'autant plus fort que l'on raisonne sur les pays en développement où la panoplie des circonstances favorables à la dévaluation n'est pas large. Dans ces pays, l'impact positif escompté de la dévaluation sur la balance commerciale peut être annulé, aussi bien par leurs difficultés structurelles à accroître la production que par l'absence d'une demande internationale croissante pour leurs marchandises. Les cas de dévaluations perverses semblent plus nombreux que ceux des dévaluations efficaces.

Un autre adversaire du Consensus, Moisés Naim, Rédacteur en Chef de Foreign Policy- Washington y voit sans détour une *camisole de force pour les pays pauvres*.²⁹

Cette façon d'imager peut paraître excessive. A première vue, on peut lui opposer le fait de n'être fondée sur aucune démonstration chiffrée qui la rende plausible et de pouvoir, en l'état, contenir la crainte de légitimation du statu quo des pays d'Amérique latine, voire de leurs régimes autoritaires. Il serait évidemment insensé de penser que l'auteur de cette analogie eût voulu s'inscrire dans ce cadre.

L'expression de « camisole de force » a aussi un caractère à la fois accusateur et alarmiste aisément identifiable. Mais on ne peut en contester l'utilité, tant elle mobilise l'esprit scientifique autour de la critique d'un Consensus qui n'en est pas un, mais

²⁸ Idem.

²⁹ Moisés Naim ; Une camisole de force pour les pays pauvres. Avatars du « Consensus de Washington » in le Monde Diplomatique ; Mars 2000 ; P. 20.

devenu, dictature de l'uniformisation planétaire oblige, un prétendu *destin standardisé* porté par une *prétendue pensée standardisée* qui ôte aux forces nationales, toute velléité de résistance.

4. Que penser du Consensus de Washington ?

Les auteurs qui rejettent en bloc et dans le détail, les réformes du Consensus adhèrent souvent à une approche structuraliste du développement, dans sa version africaine ou latino-américaine. La nécessité du rôle de l'Etat qu'ils soulignent est généralement tirée des dérapages nationaux prévisibles des mesures « consensuelles » préconisées.

Mais cette *critique d'ordre externe* alimente souvent un débat de sourds qui n'est pas recommandé, eu égard au caractère sérieux des questions posées pour le monde en développement et auxquelles les politiques et les économistes tentent d'apporter des réponses.

Restons donc dans l'approche williamsonnienne de la croissance et voyons avec quel degré de pertinence, elle se propose de prendre en charge les difficultés structurelles des économies latino-américaines.

J. Williamson propose aux pays d'Amérique latine dix mesures en vue d'y accélérer la croissance et d'y réduire la pauvreté. Ces mesures insistent sur la libéralisation. Que peut-on leur reprocher dans leur version initiale? Il est possible d'en mettre en relief les insuffisances majeures suivantes :

- **premièrement**, les mesures prescrites par le Consensus, de l'avis même de l'auteur, s'adressent aux pays d'Amérique latine. Il est difficile de comprendre pourquoi ces mesures qui sont d'ordre général peuvent convenir à tous les pays d'Amérique latine, malgré leurs différences et pas aux autres pays en développement. Quel rapport y a-t-il entre la nature « normative » de ces mesures et les caractéristiques diverses des pays d'Amérique latine? En quoi des pays dissemblables à bien des égards, peuvent-ils postuler au même degré de réalisation de ces mesures? Le Consensus de Washington n'est-il pas un simple

regard normatif et en aucun cas circonstancié des États-Unis d'Amérique ou des propagateurs de leur rhétorique internationale sur les pays du continent? J. Williamson ne fait pas de démonstration convaincante du choix de la région-cible. L'uniformité de son traitement trahit quelque peu son caractère historique ;

- **deuxièmement**, les mesures du Consensus sont définies pour l'année 1989. On est en droit de s'interroger sur les raisons justificatives du choix d'une période, en général et de cette année, en particulier. Doit-on conclure qu'après 1989, ces mesures deviendront caduques. Si tel était le cas, on reprocherait à leur auteur de leur donner un caractère hautement technique, voire même techniciste qui en ferait une simple mécanique réformatrice des économies en cause. Pourtant, la teneur des mesures est si grande qu'elle les érige en *maximum libéral*, en processus révolutionnaire de long terme qui porte nécessairement à l'interprétation, la compétence des institutions chargées de les mettre en œuvre. En décomposant en «recettes d'apparence technique» le changement préconisé aux pays d'Amérique latine, J. Williamson minimise la complexité de sa dynamique, comme s'il s'interdisait d'y voir un « autre développement » ;

- **troisièmement**, les mesures du Consensus sont, comme nous le soulignons précédemment, au nombre de dix. On ne sait pas si elles sont énoncées en vrac par l'auteur (hypothèse 1) ou si, au contraire, elles obéissent à un quelconque ordre scientifiquement justifiable (hypothèse 2).

-- Dans *l'hypothèse 1*, le décideur chargé de les mettre en œuvre n'a pas les moyens de choisir par quoi commencer. Cette contrainte le met d'emblée dans l'obligation de les opérer toutes de manière simultanée. Ce qui exige de lui non seulement une *volonté réelle*, mais aussi une *capacité* de les mener à bon port. On peut légitimement en douter, lorsqu'on sait la complexité de la transition de l'étatisme vers l'économie de marché, appréhendée dans sa démarche gradualiste ou dans sa thérapie de choc. En effet, il n'est pas sûr qu'un Etat qu'on juge défaillant dans sa propre idéologie d'étatisme, celle-là même qui en fait le maître du développement puisse remporter une victoire dans le processus de

construction du cadre d'action des lois du marché qui en minimisent l'intérêt de l'intervention. En d'autres termes, des institutions qui échouent « l'étatisme » ont aujourd'hui, sans certaines conditions internationales, moins de chances de réussir « le libéralisme » dans la pureté des mesures prescrites. Une exception à cette règle signifierait lorsqu'elle existe que le pays en cause n'est plus un pays sous-développé. Et en tant que tel, il n'a besoin d'aucun Consensus fut-il de Washington.

- Dans l'hypothèse 2 qui est plus vraisemblable, les réformes s'effectuent selon une logique qui semble tenir compte de leurs interrelations dynamiques. Cette logique est difficile à identifier. Mais on peut supposer, non sans erreurs, qu'elle est fondée sur le degré de difficulté associé à chacune des mesures. En effet, on peut considérer la *discipline budgétaire* (mesure n°1) dans ses volets de réduction de dépenses ou d'accroissement des impôts, ou la *redéfinition des priorités en matière de dépenses publiques* (mesure n°2) comme plus faciles à mettre en œuvre que la *réforme fiscale* en tant qu'élargissement de l'assiette fiscale (mesure n°3) ou la *privatisation* (mesure n°8), la *déréglementation* (mesure n°9) ou les *droits de propriété au secteur informel* (mesure n°10).

Tout se passe donc comme si les termes du Consensus étaient basés sur un *calendrier d'opérations* et reposaient sur l'idée implicite que le succès de certaines mesures peut devoir beaucoup à la maturation d'autres mesures. Mais dans cette hypothèse, il serait plus juste de considérer les réformes du Consensus comme un processus de long ou moyen terme et d'éviter, contrairement à ce que souligne J. Williamson, d'en faire des décisions techniques valables pour 1989;

- **quatrièmement**, le Consensus de Washington est pratiquement une façon plus « esthétique » de désigner l'ajustement structurel auquel le FMI soumet, depuis des années, les pays membres en butte à des difficultés de balance de paiements. Et en tant que tel, il repose sur la *double erreur méthodologique* consistant d'une part, à situer les difficultés du développement international dans le camp des pays endettés et d'autre part, à exiger de ces mêmes pays de les résoudre par des mesures domestiques souvent inefficaces.

La responsabilité des pays industrialisés dans les difficultés structurelles des PED est ainsi volontairement occultée. Une approche objective de la dynamique du développement international devrait conduire le FMI et la Banque mondiale à étendre l'ajustement structurel aux pays qui présentent des *excédents colossaux de balance de paiements*. Ces derniers ont des liens intimes avec les déficits financiers des autres pays. Mais ni l'ajustement structurel, ni son frère jumeau, le Consensus de Washington ne semblent suffisamment élaborés au point d'opérer une nette distinction entre les causes de la crise du développement international et ses manifestations nationales concrètes. Les deux programmes traitent le mal en en soignant les effets.

C'est ce qui explique sans doute pour une large part, le caractère récurrent des crises qui affectent les pays auxquels s'adresse le Consensus de Washington. Il devient malaisé dans cette approche de croire J. Williamson lorsqu'il note en premier message de son récent ouvrage précité, cosigné avec Pedro Pablo Kuczynski : « la raison essentielle des résultats décevants de ces dernières années est la succession des crises qui ont secoué l'Amérique latine »³⁰.

Voilà ce qu'on appelle une vision intériorisée du développement ou plutôt du sous-développement où les causes et les effets sont recherchés exclusivement à l'intérieur du système national séparé à tort de l'économie mondiale. On peut valablement lire à l'envers le diagnostic williamsonien ci-dessus : *la raison essentielle de la succession des crises qui secouent l'Amérique latine réside dans ses résultats décevants de ces dernières années*. C'est dire qu'il est nécessaire dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui, de tenir compte de « l'élément mondial » souvent fort contenu dans les crises nationales.

Aussi bien la succession des crises qui frappent les pays d'Amérique latine que leurs résultats décevants sont des effets d'une combinaison de facteurs internes et externes à leurs systèmes à laquelle on ne saurait opposer avec efficacité seulement des

³⁰ J. Williamson, un train de réformes ... ; Op cit ; P. 12.

réponses nationales. Ces facteurs sont si imbriqués qu'on ne sait pas où finissent les uns et où commencent les autres. Ce mode d'imbrication n'est ni unique, ni immuable. Il est multiple et variable selon le temps et le lieu. Faut-il alors tenter, à travers les particularités de ses manifestations nationales, de le décrypter dans toute thérapeutique de développement réelle. Ce n'est évidemment pas ce que fait le Consensus de Washington qui vise par son « *plein technique* » à résorber son « *vide théorique* » ;

- **cinquièmement**, le Consensus de Washington est loin d'être, contrairement à ce qu'en souligne l'auteur, le résultat d'un processus de convergence intellectuelle. Il aurait gagné sans doute en objectivité, s'il était réellement le produit d'une réflexion libre portée par un ou des économistes indépendants des groupes d'intérêts et de pression américains ou internationaux

On aurait souhaité y lire par exemple le poids de la responsabilité des pays industrialisés et à leur tête, les Etats-Unis d'Amérique dans les crises des PED, la nature de l'assistance économique et financière internationale prévue pour les pays qui s'engageraient à mettre en œuvre une « réforme libérale », les termes fondamentaux de la réforme des institutions financières internationales dont le *stéthoscope conceptuel relativement vétuste* d'aujourd'hui n'est plus apte à entendre et donner un sens aux palpitations des économies et sociétés sous-développées.

Il est utile de souligner que le FMI et la Banque mondiale qui se proposent de surveiller l'économie mondiale n'ont vu venir pratiquement aucune des crises qui ont secoué les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Cette cécité est une preuve patente que les gardiens du monde eux-mêmes, sont en *crise d'aptitude en matière de définition et d'évaluation d'outils opérationnels de repérage de la dynamique du développement mondial*. On ne peut dans ce statu quo tyrannique attendre beaucoup d'un développement mondial dont les fondements de la stabilité ne sont à la portée d'aucune autorité.

Conclusion

Les critiques externes et internes adressées au Consensus de Washington ne devraient pas faire oublier que l'étatisme reste une approche inefficace de la transformation structurelle. Les économistes attachés au premier degré de ce diagnostic en prennent le contre-pied, en faveur d'un ordre spontané entendu au sens de Friedrich Von Hayek. Dans cet ordre, l'Etat n'a qu'un rôle passif au service du fonctionnement du marché basé sur un signal : le prix.

Il est difficile, en matière de développement qui n'est pas seulement un phénomène objectif et mesurable, d'en soutenir la démarche basée sur l'antithèse : *on efface tout et on recommence dans l'autre sens*. On prescrirait alors de manière récurrente aux étatismes négatifs, des remèdes libéraux et aux libéralismes négatifs, des remèdes étatistes. L'hypothèse implicite en est que l'Etat et le marché ne pourront pas faire « bon ménage ».

Mais, cette vision n'appartient à aucun âge du développement international. Ce qui signifie que ni l'Etat à lui seul, ni le marché à lui seul ne peuvent être des réponses efficaces à la question d'allocation optimale des ressources rares. Ces impuissances individuelles devraient déjà constituer une raison assez bonne pour prôner leur union.

Cependant, c'est précisément cette combinaison historiquement intelligente des initiatives publique et privée que les économies en transition ne savent pas définir. En effet, longtemps soumises à la volonté subjective de l'Etat qui en dessine à sa guise les contours, elles n'ont pas beaucoup évolué, si bien qu'aujourd'hui, elles sont dans *la trappe des réformes*. Cette trappe relie intimement et historiquement la réforme à la croissance et la croissance à la réforme : cette dépendance mutuelle est telle qu'un processus est vu indissociablement comme la béquille de l'autre.

L'immobilisme de longue date des économies étatistes, l'ampleur de leurs dysfonctionnements et le caractère dense de leur

matière à réformer les mettent toutes dans une espèce d'impasse historique : elles ne sont capables ni préserver leur statu quo, ni de mettre en œuvre une réforme sans douleur sociale souvent politiquement insoutenable. C'est ce que les thérapies du développement des institutions financières internationales y compris le Consensus de Washington occultent dangereusement.

Aux pays d'Amérique latine et aux autres pays en développement, il faut dire : le Consensus de Washington, c'est bien, dans la mesure où il leur impose des défis parfois nécessaires ; mais une stratégie de développement, c'est mieux, parce qu'elle tient compte de leurs possibilités et conditions historiques.

Bibliographie sommaire

E. Berr et F. Combarnous ; L'impact du Consensus de Washington sur les PED: une évaluation empirique, Communication présentée aux premières journées du développement du GRES, Université Montesquieu- Bordeaux IV, 16 et 17 septembre 2004.

A. Carstens et L.I.Jacome H ; Le domptage du monstre in Finances et Développement, Publication trimestrielle du FMI. N°4 ; Décembre 2005

J. Clift ; Au-delà du Consensus de Washington ; Finances et Développement, Publication trimestrielle du FMI ; Septembre 2003.

A. Fraga ; A la croisée des chemins : l'Amérique latine doit choisir entre le populisme et l'approfondissement des réformes Finances et Développement, Publication trimestrielle du FMI. N°4 ; Décembre 2005

P.R. Krugman ; mondialisation n'est pas coupable ; vertus et limites du libre- échange ; Casbah Editions 1999 ;

T. A. Manuel ; L'Afrique et le Consensus de Washington : trouver la voie ; Finances et Développement N°3. Sept. 2003.

M. Naim ; Une camisole de force pour les pays pauvres. Avatars du « Consensus de Washington » in le Monde Diplomatique ; Mars 2000.

P. Rutland ; les Révolutions de 1989 reconsidérées in Revue Problèmes Economiques de la Documentation Française 3-10 novembre 1999 ;

A.Singh et CH.Collins ; Résurgence de l'Amérique latine in Publication trimestrielle du Fonds, Finances et développement N°4 ; Décembre 2005.

J. E. Stiglitz ; La grande désillusion, Editions Fayard ; Paris 2002.

J. E. Stiglitz ; Quand le capitalisme perd la tête, traduit de l'anglais par P.Chemla ; Editions Fayard 2003 ;

H. Wiczorek-Zeul, Ministre Allemande de la Coopération Economique et du Développement ; Intervention au séminaire organisé à Berlin les 22 et 23 Septembre 2004, intitulé : « Au-delà du Consensus de Washington, quelles alternatives » in les Notes du Jeudi , N°12, Octobre 2004.

J. Williamson ; Un train de réformes devenu un label galvaudé. Consensus de Washington : un bref historique et quelques suggestions in Finances et Développement; Publication trimestrielle du FMI ; Septembre 2003.